

«Avec les jeunes sans statut, le travail social commence dans la rue»

tdg.ch/geneve/actu-genevoise/jeunes-statut-travail-social-commence-rue/story/21504648



Éric Chevalier Image: Laurent Guiraud

Il fait partie de ces gens que l'on écoute lorsqu'ils s'expriment en public. Beau parleur? Pas exactement. Expert donnant la leçon? Encore moins. Éric Chevalier vient du terrain. Animateur de rue dès l'âge de 16 ans. Il en a 47. Formation continue dans la durée, en France (il a grandi en Normandie) comme à Genève. Entre 2013 et 2018, il a intégré l'équipe d'Aspasie, cette association bien connue de la place, défendant depuis plus de trente-cinq ans les droits des travailleurs et travailleuses du sexe. On le retrouve aujourd'hui au titre de «conseil en intervention sociale» à signer un rapport sur la situation des jeunes migrants en errance sur le territoire genevois.

Un rapport de plus? Non. Ce document de travail, concis et pragmatique – commandé et financé conjointement par la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), la Fondation officielle de la jeunesse (FOJ) et le dernier acronyme apparu, Capas, c'est-à-dire le Collectif d'associations pour l'action sociale – circule depuis novembre dans des mains professionnelles. Son contenu sans tabou comme ses recommandations réalistes méritent d'être portés à l'attention du grand public. Entretien.

Qui sont ces jeunes migrants sans statut, âgés de 15 à 25 ans, qui ont développé des stratégies de subsistance? Combien sont ces mineurs non accompagnés (MNA), tant présents dans notre actualité locale depuis quelques mois?

La question des jeunes migrants sans statut qui s'inscrivent dans les business de rue à Genève est bien plus large que ceux que l'on détermine comme MNA aujourd'hui, parce qu'ils sollicitent une aide directe de l'État liée à leur minorité revendiquée. Ce groupe est principalement originaire du Maghreb et on peut considérer qu'il englobe entre 250 et 300 individus confondus depuis l'automne dernier dans notre ville. La majorité actuellement est algérienne.

Que peut-on dire de leur parcours d'errance?

Quasiment tous sont passés par la France et bien d'autres pays européens. Leurs manières de fonctionner, quand elles prennent une tournure chaotique, ont déjà été observées ailleurs, notamment à Paris. Certains de ces jeunes ont visiblement des parcours d'errance qui les ont esquivés mais aussi conditionnés dans des comportements de consommation, de violence et d'actes délinquants, dans un monde, le nôtre, où tout se monnaie parfois chèrement.

Vous mettez clairement en avant le caractère illicite des stratégies de survie mises en place. D'aucuns vous reprocheront de noircir le tableau...

Il faut savoir de qui on parle, sans angélisme, quand on ambitionne de s'approcher de ces jeunes et de démarrer un travail avec eux. Ce n'est pas sans risque et cela nécessite d'y aller avec des objectifs clairs et une attention toute particulière. Si je les relie à ce que j'appelle les business de rue (deal, vol et sexe tarifé), c'est parce que, pour nombre d'entre eux, sans attache familiale, l'exercice de survie dans lequel s'inscrit leur existence sans lendemain se limite aux opportunités qu'offre le territoire occupé ou traversé. Les plus abîmés arrivent avec des consommations importantes de substances et parfois dans des états physiques inquiétants. Il y a un véritable enjeu de santé publique en ce qui concerne certains de ces jeunes.

Alors, on fait quoi, sachant qu'un travailleur social n'est ni un policier ni un médecin?

On va à la rencontre de ces jeunes, en tentant de créer un lien de confiance, de libérer une parole, la leur, tout en se positionnant clairement lorsque cela dysfonctionne. Notre but est d'interpeller autour du projet de vie, où qu'il puisse se réaliser. Cela nécessite un espace où il est possible de parler de tout librement et sans tabous, mais aussi de dénoncer l'usage de la violence ou les systèmes d'emprise. Un positionnement d'adulte responsable, s'inscrivant clairement dans la vie d'un territoire.

Certes, mais peut-on combattre cette violence sans la réprimer?

Au niveau répressif, les années passent et se ressemblent, au mépris d'une politique policière qui ne parvient pas à enrayer le phénomène, mais à tout juste le contenir. Si cela s'avère nécessaire, on ne peut se limiter à cette seule action, quand on voit comment certains quartiers sont mis à rude épreuve. On sent même réapparaître depuis peu le vieux traumatisme du «zizou», mais à l'échelle de la ville cette fois. À l'époque, un groupe avait pris possession des Pâquis, avant d'investir un hôtel et d'y déloger un à un les locataires placés là par l'Hospice général.

L'adresse était devenue une zone de non-droit. Même les forces de l'ordre n'osaient plus y aller. C'est du passé. Notre présent se veut plus constructif, plus militant aussi. Alors?

Je prône une action éducative hors murs, en étant toujours dans une dynamique d'aller vers. Grâce à une présence active de rue et de proximité, il s'agit de prendre une place auprès des différents groupes communautaires, afin de mieux appréhender la situation réelle des jeunes ciblés de 15 à 25 ans. Pour repérer les plus fragiles et vulnérables, et pour lutter contre l'implantation de marchés de la misère qui drainent bien souvent leurs lots d'emprise, de contraintes et de violences. Aller au contact, c'est être proche de ce que vivent ces jeunes, en particulier au moment de leur arrivée sur le territoire; moment déterminant dans les choix qui s'offrent à eux, notamment avec la porte d'entrée dans le business de rue qui les aspire et les enferme.

Comment, justement, lutter contre ce point d'intégration destructeur?

Je défends la mise en place d'actions qui représenteraient une alternative à ces business. Je crois aux chantiers éducatifs, rentrer dans le faire, l'action, tout en les reliant à des projets qui pourraient avoir une visée sociale. Et, bien entendu, je pose cette autre question, également taboue, de la contrepartie rémunératrice d'une activité encadrée. En d'autres termes, un jeune sans papiers, qui n'a aucun avenir légal en Suisse, peut-il obtenir un gain de cette activité proposée? Répondre que oui, c'est lui offrir une chance supplémentaire de quitter la rue, pour le bien de tous et de la paix sociale.

Créé: 25.01.2020, 10h57